

## Dans cette publication, ont été regroupés :

- l'éditorial de Marylène Cahouet, secrétaire nationale des retraité.es du SNES, dans l'Université Syndicaliste Retraité.es d'avril 2020, mise en ligne sur le site du SNES, mais peut-être plus facilement accessible ainsi ;
- le communiqué des 9 organisations de retraité.es dénonçant la situation tragique dans les EHPAD ;
- l'article de Daniel Rallet, secrétaire national adjoint des retraité.es, « Le jour le plus long », extrait de l'USR en ligne.

Les autres articles de l'USR sont accessibles sur le site du SNES à la rubrique Retraités. Vous y trouverez par exemple deux témoignages de nos camarades de l'Essonne, Laurence Gauthier et Eliane Morin, dans « perte d'autonomie et confinement ».

<https://www.snes.edu/-Espace-retraite-e-s-.html>

**Nous vous invitons à signer l'appel d'associations, d'ONG et de syndicats (dont la FSU) "Plus jamais ça. Construisons ensemble le jour d'après"**

<https://fsu.fr/petition-plus-jamais-ca-construisons-ensemble-le-jour-dapres-2/>

## Éditorial

**Dans cet « exil à domicile » qui bouleverse nos vies**, vos messages témoignent de l'énergie nécessaire pour faire face au temps désorganisé, à la privation de liberté, à l'absence de l'aide à domicile, aux liens sociaux ou familiaux distendus, au soutien d'un parent âgé... Ils révèlent aussi des solidarités construites sous différentes formes d'aides. Nous renouvelons nos vœux pour que votre santé et celle de vos proches soit préservée.

**Nous payons aujourd'hui le prix** de milliers de suppressions de lits, de postes, de crédits à l'hôpital public, celui du démantèlement du système de santé aggravé sous l'actuelle présidence, du refus de répondre aux fortes mobilisations à l'hôpital, chez les personnels des EHPAD et des services à domicile, des retards pris pour promulguer la loi « Grand Âge et autonomie » à laquelle a été préférée l'inacceptable réforme des retraites.

**Trop d'improvisation, d'injonctions contradictoires, de mensonges, de déni**, d'occultation entretenue de la tragédie dans les EHPAD et des

dysfonctionnement des services de soins et d'aide à l'autonomie ont accru un sentiment d'insécurité pour ne pas dire l'indignation et la colère.

**L'action syndicale** se poursuit donc chez les retraité.es. Début avril, le groupe des 9 intervient auprès des pouvoirs publics (cf le communiqué de presse dans la pj) contre la discrimination dont sont victimes les retraité.es dans le traitement de l'épidémie

**Le préfet d'Île de France, l'ARS, les préfets de l'Essonne et du Val d'Oise ont été interpellés par l'intersyndicale régionale de salariés, les intersyndicales départementales de retraité.es** pour que soient prises toutes les mesures nécessaires pour les personnels (hôpital public, EHPAD et services d'aide à domicile), pour les retraité.es en établissement ou à domicile, pour la préservation des liens sociaux et familiaux.

(...) suite en page 2

**Signe de l'embarras des pouvoirs publics**, le préfet de l'Essonne et l'ARS Île de France ont déjà répondu... sans apporter toutefois toutes les garanties ni tous les éclaircissements attendus.

**Le discours présidentiel du 13 avril** a semé le trouble, la stupeur et de fortes inquiétudes au-delà de l'acte d'humilité, de la reconnaissance verbale envers celles et ceux qui ont permis au pays de tenir debout et de l'appel à « se réinventer » ... La FSU exige « dès maintenant une traduction en actes » et réaffirme ses revendications.

**L'annonce d'une rentrée scolaire progressive** dans le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>nd</sup> degré soulève les interventions convergentes des syndicats d'enseignants, de la FCPE et de scientifiques pour qui les garanties contre un risque de rebond de l'épidémie ne sont pas apportées quand l'hôpital public ne pourrait supporter un nouveau choc. Le SNES intervient pour imposer un certain nombre de conditions pour les personnels, les élèves et conséquemment les familles.

Il apparaît clairement que l'objectif économique « de permettre au plus grand nombre de reprendre le travail » l'a emporté sur les impératifs sanitaires.

**La sortie elle-même du confinement, annoncée le 11 mai, est ramenée le lendemain par C. Castaner à « une date d'objectif ».**

**D'autre part, la méthode retenue pour la sortie du confinement est inquiétante.** Alors que de nombreux scientifiques dont les chercheurs de l'INSERM insistent sur la nécessité d'accompagner toute stratégie de déconfinement d'un déploiement massif de tests de dépistage, E. Macron n'a retenu que le dépistage de « toute personne présentant un symptôme » ce qui est très loin de prémunir contre la

reprise de la contagion, compte tenu du nombre considérable de porteurs asymptomatiques. C'est plutôt une politique ambitieuse de fabrication de tests où beaucoup de retard a été pris qui est attendue. De plus quand les masques et autres équipements manquent encore cruellement, la mise à disposition d'« un masque grand public » laisse songeur...

**Dans ces conditions, les retraité.es, étaient désigné.es** comme devant faire les frais de l'imprévoyance et de la pénurie de tests en voyant leur confinement prolongé au nom de leur « protection ». Cette mesure discriminatoire inacceptable faisait de 18 millions de personnes des citoyens de seconde zone, une charge pour la nation (encore et toujours !) à mettre entre parenthèses au mépris des souffrances personnelles et des conséquences sociales. **Devant la flambée d'indignation, E. Macron a dû reculer.** Il « ne souhaite pas de discrimination » par un confinement prolongé et « en appellera à la responsabilité individuelle ». C'est mieux sans être pleinement satisfaisant : par le renvoi à « la responsabilité individuelle », où on peut entendre « à leurs risques et périls », l'exécutif s'exonère de ses propres responsabilités dans la mise en œuvre des moyens de protection indispensables pour l'ensemble de la population.

**Le SNES et la FSU**, dont les sites sont régulièrement mis à jour, continueront d'exercer toute leur vigilance et d'intervenir pour la défense des retraités pour le respect de leur droit à la santé, de leurs libertés et pour leur reconnaissance comme citoyens à part entière.

*Martine Beaulu-Barlier*

### Sommaire

p.1-2 : Éditorial  
p.3 : « Tempête »  
p.4-5 : Le communiqué des 8 sur les EHPAD  
p.6 : « Le jour le plus long »

# Tempête

« *Sachez Monsieur le Président que nous ne nous laisserons plus voler notre vie* ». Ainsi s'exprime Annie Ernaux en cette période de pandémie sans précédent, alors que le bilan humain s'alourdit de jour en jour.

**Certes, personne** ne pouvait prédire l'ampleur de la crise – encore que... - mais une chose est sûre : les politiques d'austérité pour diminuer drastiquement les dépenses de santé, les attaques contre l'hôpital public, les personnels, le secteur de la perte d'autonomie (en EHPAD et à domicile) ont des conséquences tragiques aujourd'hui.

**La course effrénée au profit** a vu, par exemple, fermer ou délocaliser des usines qui fabriquaient des matériels indispensables (masques, respirateurs, tests...). Les industries pharmaceutiques ont privilégié la rentabilité financière au détriment du bien général, avec pour résultat la pénurie de médicaments indispensables. Le gouvernement a tardé à prendre les mesures qu'il fallait, arguant d'explications fallacieuses qui avaient bien du mal à masquer cette pénurie.

**Face à cela, il y a les personnels**, qui luttent, mal protégés, épuisés, contre le fléau, à l'hôpital, en EHPAD, dans la médecine de ville... En première ligne dans les services publics, comme dans la santé et l'éducation, mais aussi dans le commerce, une majorité de femmes font un travail admirable et, comme souvent, invisible.

**Dans le jour d'après**, il faudra bien admettre cette réalité à tous les étages de la société, un peu comme en 1918 quand, au retour du front, les hommes ont réalisé que rien ne serait tout à fait comme avant.

**Certes, on le sait, les personnes âgées** vont payer un lourd tribut. Mais retraité.es et personnes âgées ne veulent pas être considéré.es uniquement comme des victimes ou des rescapés chanceux. Le discours officiel à leur égard n'a pas changé. Ainsi comment comprendre l'hypothèse d'une fin de confinement plus tardive pour les plus de 65 ans : compassion ou réaffirmation de leur inutilité pour le système productif ?

**Les retraité.es** tiennent leur place dans les luttes. Avec les syndicats et collectifs d'actifs, dans le cadre du « groupe des 9 », les retraité.es du SNES et de la FSU, en particulier ces derniers mois, ont soutenu les combats des personnels de l'hôpital

public, ont manifesté contre la destruction délibérée du Service public, contre la privatisation et la marchandisation de la santé, contre les inégalités croissantes dans l'accès aux soins.

**Ils ont accompagné les mouvements** des personnels des EHPAD qui sonnaient l'alerte contre l'inacceptable. Ils ont fait des propositions pour un financement public, sans reste à charge, de l'aide à domicile et de l'accès aux EHPAD, avec un personnel formé et mieux rémunéré. Mais la loi « grand âge » tant de fois promise a été sans cesse reportée.

**Aujourd'hui**, non seulement ils s'engagent au quotidien mais ils veulent participer à la construction d'une autre politique en matière de santé, de protection sociale et de pouvoir d'achat. Les retraité.es sont acteurs du mouvement social et à ce titre ils veulent être reconnus comme interlocuteurs responsables, et avoir des interlocuteurs eux-aussi responsables dans l'appareil d'État.

**Certes, Monsieur Macron** a affirmé que la santé devait être en dehors des lois du marché. Mais faut-il le croire alors que l'État débloque 2 milliards pour les hôpitaux et dix pour des aides directes aux entreprises ? Faut-il le croire quand une note de la Caisse des Dépôts, qui travaille à un plan pour l'hôpital public à sa demande, vise à accélérer la marchandisation de la santé et sa privatisation rampante (publication Mediapart, 1er avril 2020) ? Ne soyons pas dupes : le capitalisme a toujours su utiliser les catastrophes pour étendre son empire. Par ailleurs on ne peut pas non plus balayer le risque d'un repli xénophobe.

**Mais rien n'est joué**, le discours néo-libéral est largement disqualifié, il s'agit ensemble, actifs et retraité.es, de promouvoir les valeurs démocratiques et de construire un monde plus juste, plus solidaire, plus humain en rupture avec les politiques mortifères actuellement menées. Nous serons présent.es à l'appel lancé par la tribune des 18 « Plus jamais ça ! » :

« Lorsque la pandémie le permettra, nous nous donnons rendez-vous pour réinvestir les lieux publics et construire notre "jour d'après" »

Dimanche 12 avril 2020

Marylène Cahouet

*Extrait de l'Université Syndicaliste Retraité.es d'avril 2020*



## L'hécatombe du Covid-19 parmi les personnes âgées : colère et indignation !

Nos organisations de retraité.es expriment leurs plus vives appréhensions concernant le bilan humain et les conséquences de la crise sanitaire sans précédent, en particulier chez les personnes âgées. Alors que l'épidémie fait affluer les malades dans les services d'urgence, le matériel de protection des malades et du personnel fait défaut.

Les ravages du Covid 19 parmi les personnes âgées tournent en tragédie, que ce soit pour celles résidant en EHPAD, dans des structures d'accueil ou de soins, comme pour celles ayant recours à des structures de services à la personne pour leur maintien à domicile.

Cette scandaleuse tragédie a pris le visage d'une discrimination à l'égard des personnes âgées. En effet, jusqu'au 2 avril dernier, les décès des personnes âgées résidant en établissement n'étaient pas pris en compte dans le suivi statistique de la crise sanitaire. Nous sommes indigné.es par ce déni de l'éthique qui traduit un mépris vis-à-vis de cette catégorie de la population !

**C'est dans les rangs des retraité.es qu'on comptera le plus de victimes**, en EHPAD, à domicile, à l'hôpital. Pour enrayer la propagation de la maladie, l'urgence est de remédier à la pénurie de moyens, de personnels, de lits et de respirateurs dans les hôpitaux et, partout, de gants, masques, écrans faciaux, lunettes, blouses, gel hydroalcoolique, ... afin que les personnels soignants et de service se protègent et protègent les résident.es et patient.es.

Il est désormais urgent que l'ensemble des personnes âgées puisse avoir accès aux tests de dépistage permettant l'accès aux soins pour les malades et le déconfinement pour ceux qui ne le sont pas.

**En effet, le risque d'isolement est dramatique notamment pour les retraité.ees.** Il accentue la perte d'autonomie pour les personnes âgées déjà fragilisées, tant dans les EHPAD, où les résident.es sont confiné.es dans les chambres, que dans le suivi à domicile.

**La responsabilité de cette situation incombe aux années de politiques d'austérité** qui ont fini par gravement détériorer l'hôpital public, notre système de santé et de protection sociale, avec des conséquences très directes sur le nombre de lits, de respirateurs et de moyens de protection. La gestion de cette crise sanitaire se ramène en fait à la gestion de la pénurie !

Nous remercions tous les personnels de santé engagés dans cette lutte ainsi que tous les salariés en première ligne dans le fonctionnement des services publics et de l'approvisionnement.

**Les retraité.es ne sont pas que les victimes en puissance du Covid 19** et rappellent qu'ils sont des citoyens à part entière qui participent aux tâches d'entraide et de solidarité. C'est le cas des retraité.es de la santé qui ont renforcé la réserve sanitaire.

**Les retraité.es rappellent toute la pertinence de leurs revendications**, exprimées à de multiples reprises au cours de nombreuses manifestations, rassemblements, pétitions, motions, ...

## Nos revendications sont claires :

- Gants, masques FFP2 et FFP3, écrans faciaux, lunettes de protection, blouses d'isolement, gel hydroalcoolique... et la fourniture de tests de dépistages en nombre suffisant.
- Nous soutenons les revendications des personnels des EHPAD et des services d'aide à domicile comme celles des personnels hospitaliers, notamment les 40 000 embauches immédiates, d'autant plus que les conditions de vie et de santé des personnes retraitées, des personnes vulnérables ou dans le grand âge, en dépendent.

Ces revendications sont de la responsabilité des autorités publiques : État, Préfets, ARS, Conseils départementaux.

- Nous demandons au gouvernement, conformément à la loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité et à l'autonomie des personnes âgées et personnes handicapées, d'ordonner aux préfets la mise en œuvre d'un Plan d'Alerte et d'Urgence.
- **Nous exigeons :**
  - l'arrêt immédiat des politiques de restrictions budgétaires. Il faut d'urgence une loi rectificative pour le financement des besoins de santé, la relocalisation et la maîtrise publiques des productions des matériels de santé et des médicaments ;
  - des investissements publics massifs pour l'hôpital public ;
  - la prise en charge de la perte d'autonomie, à domicile et en établissement, à 100 % par la branche maladie de la Sécurité sociale ;
  - la création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie et une loi grand âge et autonomie conforme à nos attentes.

**Dans tous les départements, dont beaucoup sont déjà engagés, nous portons ces revendications auprès des organismes en charge de la santé publique (préfectures, Conseils départementaux, ARS) pour exprimer notre colère en exigeant un véritable changement de politique !**

**Nous voulons que « l'après » se construise avec plus de services publics et encore plus de solidarité !**

Olivier Jouchter (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Marc Le Disert (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

# Le jour le plus long

## Entre le jour d'avant et le jour d'après

Quel regard portons-nous comme retraités sur l'incroyable événement provoqué par un petit virus couronné ? La sidération évidemment comme pour tout le monde, et même un peu plus.

### Le Jour d'avant

Car nous sommes de la génération née avec les espérances de l'après-guerre, celle qui a vécu la décolonisation et Mai 68, celle qui a combattu pour une société plus égalitaire, pour gagner une protection sociale de haut niveau et des libertés démocratiques, celle qui a eu le sentiment d'avoir éloigné les grandes peurs du passé. Certes nous savions que tout cela avait été fragilisé par 30 années d'offensive revancharde des « néo-libéraux », l'étiquette donnée aux perdants de l'après-guerre.

### Le jour le plus long

Mais nous ne nous imaginions pas confinés pendant des semaines dans l'isolement, requis de prendre nos distances avec les générations suivantes avec lesquelles nous avons passé notre vie à construire des liens de solidarité, alors que les directives de l'État nous obligent à nous séparer physiquement et dans la douleur de nos enfants et petits-enfants.

Sans avoir d'autre perspective que le dialogue numérique, les réunions virtuelles, et cette interrogation insistante sur quand viendra le jour d'après.

D'acteurs de notre Histoire, nous serions donc devenus des cibles passives désignées par l'âge, condamnées à l'espoir aléatoire d'échapper à l'unité de réanimation. Hier admis du bout des lèvres, le tri des patients pour sauver les vies est maintenant pleinement assumé au nom de la saturation des capacités hospitalières. Souvent, la « barrière d'âge » est fixée au-delà de 80 ans, parfois en deçà.

Le sort des personnes âgées « confinées » dans leur EPHAD est de plus en plus qualifié de « tragique » comme s'il n'y avait plus grand-chose à faire, pour des gens dont le décès n'avait pas même pas l'honneur de figurer dans les statistiques médiatiques du professeur Salomon.

### Le Jour d'après

Hier disqualifiés comme « privilégiés », les retraités tendent à devenir avec cette crise sanitaire des « victimes légitimes ». Nous ne sommes ni l'un, ni l'autre. Nous revendiquons d'être des combattants.

Et nous l'avons prouvé dans les combats avec les actifs contre la loi travail, les réformes régressives dans l'Éducation nationale contre la destruction de l'Hôpital public, et contre le projet de la retraites par points. Car ce sont nos combats et ils nous concernent. Nous nous battons aussi pour nos revendications plus spécifiques. Et nous savons que ce n'est pas fini de nous battre pour un monde meilleur. On est là, on est là...

Au sein de l'Union européenne, nous avons vu l'Italie abandonnée face au virus, mais nous nous souvenons que pour les migrants, c'était pareil, que les politiques d'austérité imposées par les troïkas ont détruit les fragiles systèmes de santé d'Europe du Sud, que la Grèce a été sauvagement écrasée en 2015. Nous savons que construire de la solidarité entre les peuples dans un monde où c'est la concurrence qui fait la loi n'est pas facile, c'est pourquoi nous essayons d'échanger avec les retraités d'autres pays d'Europe.

Protéger la population « quoi qu'il en coûte » a claironné E. Macron. En euros ? En renonçant au credo libéral ? « Seul le choc avec le réel peut réveiller d'un sommeil dogmatique » a suggéré Alain Supiot, non sans éprouver un certain doute. Défendre les services publics ? Revenir à l'État contre le Marché ? Relocaliser des productions pour retrouver une souveraineté nationale ?

Mais de quel État s'agit-il ? De celui qui demande timidement aux actionnaires d'entreprises recevant une aide publique de renoncer à leurs dividendes et lance un appel aux dons ou de celui qui rétablirait l'ISF et supprimerait la « flat tax » ? D'un État rongé par les lobbies et par les va et vient entre les technocrates du public et ceux du privé ou d'un État qui partirait des besoins du peuple ?

D'un État qui, s'inquiétant de la colère des confinés, s'attaque aux libertés publiques au nom de l'urgence ? D'un État vertical qui gouverne par ordonnances avec les experts et décide sans délibération démocratique, sans les citoyens ? D'un État qui, pour la défense des « intérêts nationaux » se représente en « guerre » contre des États concurrents et qui préfère la xénophobie à la coopération internationale ?

**Nous savons que ces questions se posent dès maintenant**

Daniel Rallet

*Extrait de l'Université Syndicaliste Retraité.es d'avril 2020*